

Rwanda- massacre, combats malgré la trêve annoncée

Reuters, 15 juin 1994

KIGALI, 15 juin, Reuter - Malgré l'annonce d'un prochain cessez-le-feu, les combats se sont poursuivis mercredi à Kigali, capitale du Rwanda, où l'on a fait état d'un nouveau massacre d'enfants de la minorité tutsie par des miliciens hutus.

Soixante jeunes Tutsis ont été massacrés après avoir été enlevés mardi dans une église de Kigali, ont déclaré mercredi des survivants au commandant John-Guy Plante de la Mission d'assistance des Nations unies au Rwanda (Minuar).

Il a précisé que les 60 garçons avaient été pris à l'église Saint Paul, où ils étaient réfugiés, puis tués près d'un pont dans un quartier tenu par les troupes gouvernementales.

"Il y a là une grande fosse où le massacre s'est produit", a ajouté le commandant Plante. Les miliciens hutus se sont introduits dans l'enceinte du complexe de bâtiments religieux par un trou dans une barrière, a-t-il dit.

Mardi, en marge du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) réuni à Tunis, un membre du bureau politique du Front patriotique du Rwanda (FPR), Pasteur Bizimungu, avait annoncé qu'il avait accepté un cessez-le-feu qui prendrait effet mercredi. Il avait souligné qu'il avait autorité pour négocier.

"S'ils disent à Tunis qu'il y a un cessez-le-feu, ils devraient venir voir ce qui se passe à Kigali", a dit le général Henry Anyidoho, commandant adjoint de la Minuar à Kigali, où les rebelles du FPR et les forces gouvernementales échangeaient obus de mortiers et tirs d'armes légères.

Un officier du FPR a souligné que l'annonce d'un cessez-le-feu par Pasteur Bizimungu à Tunis était antérieure à la révélation du massacre des enfants.

— Le gouvernement appelle à la trêve —

Le colonel Frank Mugambage, chef de la délégation du FPR aux pourparlers de paix organisés par l'Onu, avait éclaté en sanglot en apprenant que les enfants avaient été enlevés par les miliciens, ne doutant pas qu'ils seraient massacrés.

Il avait ajouté qu'il devait s'entretenir avec le commandant des forces du FPR, le général Paul Kagame, avant de décider ou non de reprendre les négociations.

De son côté, le président intérimaire du Rwanda, Théodore Sindikubwabo, a affirmé mercredi que son gouvernement respecterait strictement un cessez-le-feu et qu'il avait les moyens d'arrêter les massacres.

“Nous avons pris un engagement formel et nous appelons la population à le respecter”, a-t-il dit à Reuter à Tunis.

“Le gouvernement a la bonne volonté et les moyens d’arrêter les massacres”, a-t-il souligné en ajoutant toutefois : “Mais la population civile qui fuit (le Rwanda) fuit les tueurs du FPR”.

La veille, Pasteur Bizimungu avait souligné : “Un cessez-le-feu signifie l’arrêt des hostilités, des massacres et du génocide et la libération des otages.”

Depuis le début de son offensive contre les forces gouvernementales il y a plus de deux mois, le FPR a toujours dit qu’il ne cesserait pas les combats avant la fin des massacres.

Selon les organisations humanitaires, quelque 500.000 Tustis et opposants hutus, ont été massacrés par l’armée régulière et les milices hutues depuis l’assassinat du président Juvenal Habyarimana le 6 avril dernier.

Par ailleurs, les Forces de défense sud-africaines ont annoncé mercredi qu’elles avaient envoyé un groupe d’officiers dans plusieurs pays d’Afrique pour examiner la possibilité d’envoyer une mission humanitaire au Rwanda. /RS

(c) Reuters Limited 1994